

à face aux réunions téléphoniques, la proximité au « travail collaboratif » à distance. Il s'agit là pour Faÿ de rétablir la légitimité de l'affectif, des émotions, du ressenti dans le travail. Un terme employé à maintes reprises est celui d'« éprouvé ». La rencontre avec l'autre constitue une épreuve. Épreuve qui est précisément niée (de manière consciente ou inconsciente) par le développement des communications électroniques. L'auteur rend alors compte par une analyse critique de ce dénigrement du ressenti au profit d'un jugement technocratique sain et objectif. Cette raison divorcée des émotions et insensible à la tonalité des situations sociales le conduit à une prise de recul historique. L'emprise d'une organisation hyper moderne occidentale fait suite à « une dérive de la pensée scientifique moderne telle qu'elle s'est développée depuis cinq siècles et telle qu'elle a été explicitée, mise en forme et promue, sous la forme du traitement de l'information, par un management scientifique et par les sciences cognitives » (p. 78). De là, l'auteur préconise, avec la phénoménologie et la psychanalyse, une pensée du passage du rationnel au raisonnable, cette « source vive d'une « raison autre », la source d'une parole incarnée qui fissure la gangue rationaliste » (p. 109). Puis, toujours dans une perspective d'anthropologie ouverte, Faÿ éclaire la souffrance que génèrent les pratiques de management d'entreprises, qui dénie la possibilité d'une parole intersubjective (troisième partie). Pour ce faire, il s'appuie sur sa recherche-action et montre que lorsque le sujet répond du désir qui l'anime, désir comme désir de l'autre, il peut passer des rapports de force à des rapports de reconnaissance. Il est ainsi possible de s'ouvrir, dans une situation de gestion, « à un nouvel exercice sensible et sensé d'une raison élargie, à d'autres formes de délibération et, partant, à d'autres choix d'organisations réalistes et appropriées qui conduisent vers un univers de travail à la mesure de l'homme » (p. 202). Au sortir de son cheminement, Éric Faÿ propose « la perspective d'un management délibératif ouvert, compris comme une forme de gestion, exercée par des sujets responsables qui ont pour désir de demeurer dans la parole. C'est-à-dire qu'ils consentent à mettre en suspens leur activité rationnelle pour écouter ce qui parle, émerge, dans la rencontre intersubjective et risquer alors leur parole. Les sujets responsables permettront aux personnes concernées (ou parties prenantes) de s'engager dans la délibération ouverte (qui va de l'interprétation des situations à la décision dans laquelle la rationalité sera référée à la raison) » (p. 202). Espérons que cet ouvrage fera parler de lui, et qu'à sa suite dans une entreprise, une personne puisse faire sienne cette réflexion de Malraux : « un jour, j'ai écrit le roman d'un homme qui entendait le son de sa propre voix, et ce roman, je l'ai appelé *La Condition humaine* ».

Mouloud Boukala
Centre de recherches et d'études en anthropologie – CREA
Université Lumière-Lyon 2, France

Joseph Yvon THÉRIAULT, *Faire société. Société civile et espaces francophones*. Sudbury, Agora, 2007, 384 p., bibliogr.

À travers la vingtaine d'essais que compte l'ouvrage, dont la plupart ont été présentés lors de conférences publiques, Joseph Yvon Thériault analyse, dans un style toujours clair et fluide, cette question de l'identité des francophonies minoritaires canadiennes. Cet ouvrage se présente sous la forme d'une chronique portant sur l'état sociopolitique des espaces francophones en milieu minoritaire. Il suppose l'existence d'une constante commune des francophonies canadiennes, une survivance, soit celle de *faire société* autour de la langue française. Se pose la question de savoir si ce projet qui s'inscrit dans une mouvance dominante

« communautarienne » est réalisable ou même souhaitable. La réponse dépend des situations, des contextes propres à l'Acadie, au Québec, à l'Ontario francophone, finalement à toutes ces communautés minoritaires de langue française du Canada. Vouloir faire œuvre de société autour de la langue française, vouloir ultimement s'ériger en nation, implique notamment de se doter d'institutions autonomes et d'une capacité organisationnelle sociétale. Un « rêve fou » selon Joseph Yvon Thériault, un projet qui a déjà échoué, nous rappelle-t-il, avec le Canada français et qui ne pourra que moins bien réussir à l'échelle de chacune des communautés minoritaires provinciales, exception faite du Québec et peut-être aussi de l'Acadie. À défaut de pouvoir se constituer en nation(s), mis à part ces deux nationalismes donc, peuvent-elles se « réarrimer » toutes ensemble pour donner vie à une société civile pancanadienne?

Ce concept de « société civile » se retrouve d'un bout à l'autre de ce livre. Dans l'espace de la francophonie au Canada, penser en termes de société civile, c'est envisager, au-delà de l'État, un lieu, bien que non étatique, à dimension politique, un lieu de gouvernance communautaire, non de gouvernement. C'est cette perspective qui est discutée ici par Joseph Yvon Thériault. Insistant sur l'impossible institutionnalisation étatique de ces minorités, il appelle ces cultures, déjà en marge et minoritaires, à ne pas s'isoler davantage par un travail de construction en rupture avec le reste du Canada. Au contraire, prenant fait de leurs différences, les cultures minoritaires, les « petites cultures », doivent s'articuler dans des ensembles plus vastes. Il invite ainsi ces minorités francophones du Canada à retrouver cet horizon commun partagé afin de former une société civile qui ne se réduise pas aux frontières des États, à l'instar de l'ancien Canada français. De la même façon, au niveau de la recherche cette fois, Joseph Yvon Thériault appelle à une « délocalisation » des études sur les francophonies minoritaires au Canada. L'analyse présentée dans ce recueil d'essais couvre à ce titre tout le Canada francophone et s'étend même à l'ensemble du globe, avec une réserve toutefois concernant la réalité sociologique de cette Francophonie mondiale. Si ce n'est la langue, en effet, les communautés francophones de par le monde partagent bien peu d'expériences en commun, sociales, culturelles, identitaires ou autres. Il existe certains éléments d'une société civile francophone comme la tradition du républicanisme et du droit civil français, mais il n'existe pas d'opinion publique ni de réseau associatif francophones mondiaux. La Francophonie mondiale, souligne-t-il, n'est pas et ne doit pas être la « version française de l'américanisation du monde ».

L'objet d'étude de cet ouvrage, soit la dynamique identitaire des francophonies minoritaires du Canada, notamment de l'Acadie plongée dans un imaginaire purement identitaire qui fait de la mémoire le lieu par excellence de son unité, est abordé sous l'angle de la sociologie politique. Si la teneur générale de cet ouvrage est de nature sociologique, des chercheurs d'autres disciplines comme l'anthropologie peuvent y trouver, à bien des égards, matière à réflexion, notamment concernant la problématique autochtone au Canada. En effet, les communautés autochtones du pays souhaitent également faire société afin de s'inscrire à leur façon dans le continent nord-américain. C'est là d'ailleurs ce qui, selon Joseph Yvon Thériault, différencie les modalités d'intégration de ces groupes des autres groupes ethniques. Les petites cultures, comme il les appelle, qui se structurent particulièrement autour d'une langue, pour faire face aux prétentions cosmopolites des grandes, ont besoin d'une certaine « lourdeur identitaire », d'entretenir un certain rapport à leur passé en construisant une tradition, un héritage ou encore une mémoire. L'importance des représentations et des interprétations des faits dans la vie réelle des sociétés est ici soulignée. Une leçon à retenir pour tous ceux qui cherchent les faits plutôt que leurs interprétations dans la compréhension des sociétés.

En définitive, voilà un ouvrage sociologique qui ouvre à l'interdisciplinarité et à la recherche action, qui interpelle tant les chercheurs d'autres disciplines que les acteurs et les leaders sociaux à l'œuvre sur le terrain. Les réflexions et propositions théoriques présentées ici, celles d'un « Canadien français », autant Acadien, Québécois que francophone hors Québec, en attestent, page après page, essais après essais.

Emmanuel Michaux
Département d'anthropologie
Université Laval, Québec, Canada

Jacques T. GODBOUT, *Ce qui circule entre nous. Donner, recevoir, rendre.* Paris, Seuil, 2007, 396 p., bibliogr.

Dans son dernier ouvrage *Ce qui circule entre nous. Donner, recevoir, rendre*, Jacques T. Godbout part en croisade. Près de 400 pages lui sont nécessaires pour la délivrance de la Terre sainte, le don, tombés aux mains des infidèles (*l'homo strategicus* et *l'homo æconomicus*). Sa quête : la quête du don n'est autre que la quête du sens. Fort de *L'Esprit du don* (1992) et cette fois-ci sans Alain Caillé, Godbout est animé par une réhabilitation de l'expérience du don. Son entreprise se distingue d'« une guerre sainte » visant à la conversion forcée des infidèles et pourrait être qualifiée d'alter-native, littéralement une autre naissance. Plutôt une interprétation monologique, univoque et hégémonique de l'approche du don préconisée par la rationalité causale et instrumentale, il propose, tout en les pensant ensemble, ce qui circule et le sens de ce qui circule. Même si le don est inséré dans le lien et souvent à son service, le lien n'est pas le don comme le rappelle l'auteur : « Le lien est un mode de relation. Le don est un mode de circulation » (p. 282).

La première partie de l'ouvrage (« L'appât du gain ») est consacrée à la présentation, et l'analyse critique du don envisagé uniquement sous l'angle économique. Le lien social ne se restreint pas à de l'instrumental, du rationnel, de l'investissement. Ce qui circule entre nous n'est pas réductible à un échange marchand, tout comme la société ne se limite pas au marché ou à l'État. Godbout privilégie au bien le lien, à l'utilité la solidarité, à l'intérêt calculable l'incertitude. Il fait éclater ce modèle linéaire unidirectionnel fin-moyen pour faire apparaître le don : « Le don est nécessaire pour affronter la rationalité instrumentale qui déshumanise les relations en phagocytant les fins par les moyens » (p. 106). Ce faisant, il nuance, affine, complexifie – mais nous pourrions tout aussi bien dire enrichit – la vision mécaniste de la théorie du choix rationnel. Sa démarche précise et réflexive progresse de manière circonstanciée. Son point de départ : un état des lieux où priment deux approches extrêmes et réductrices du don. Le don est soit unilatéral, sacrificiel et sans retour (don pur) soit caractérisé par la présence du retour (don réciproque). Ces deux conceptions du don (unilatéralité ou réciprocité) partagent toutefois un point commun : le don y est défini par ce qui circule seulement. Ces interprétations exclusives des faits bruts suscitent interrogations et propositions méthodologiques chez l'auteur. « L'analyse du don doit-elle porter sur l'objet donné, sur la relation qui s'établit entre le donateur et le donataire, ou sur les inextricables liens entre ces objets qui circulent et ces relations? » (Schrift 1997 : 3). Telle serait l'interrogation initiale et centrale. Quant à la méthodologie, Godbout à la suite de Marcel Hénaff invite à une césure épistémologique : extraire le don du cadre marchand ou légal, c'est-à-dire du sens que lui procure le contrat. Donner consiste alors à libérer l'autre de l'obligation contractuelle